

Les femmes qui osent (partie 2/2)

Ma réflexion porte sur le silence des paysannes et sur le lien entre ce silence et la situation difficile des fermes et l'accentuation de la crise agricole. Un débat public nous permettrait certainement de briser ce silence et chercher des solutions.

L'exemple de Bio Suisse: autrefois, des associations pour des visionnaires – aujourd'hui une coterie d'hommes ?

Il y en a, des femmes qui s'engagent pour Bio Suisse. Mais à la base, leur nombre est insignifiant. Parmi les délégués des organisations membres, il n'y a même pas un cinquième de femmes : sur 100 délégués, il y a 18 femmes. Au deuxième rang, pour le remplacement des délégués, il y en a un bon tiers (13 sur 40), ce qui en dit long. Dans les commissions techniques, la situation est similaire. Il y a 13 commissions techniques, deux d'entre elles sont présidées par des femmes : la commission de la formation et la commission des plantes ornementales. Ce faible taux de paysannes est un mauvais signe pour le mouvement biologique. Bio Suisse devrait mettre en œuvre ses visions de façon démocratique. Pour moi, la démocratie implique une forte participation des femmes.

Notre travail sur les fermes (à l'étable, au jardin, dans la transformation, la vente directe, la garde des enfants, le ménage), notre point de vue et notre vue d'ensemble (p. ex., par l'intermédiaire de la comptabilité) sont importants et présentent souvent un décalage important par rapport à ce qui est propagé par les associations paysannes en général et Bio Suisse en particulier. De nombreuses paysannes en ont marre de la chimère de la croissance, marre de la production « de qualité » pour l'exportation, marre des factures élevées pour le fourrage. Nous ne voulons pas davantage de terres, davantage de dettes, davantage de travail, au contraire, nous voulons des voisines et des voisins, une école au village pour les enfants et une reconnaissance pour notre engagement quotidien. Une agriculture biologique équitable, écologique et sociale a besoin des voix des paysannes. Une base sans femme ne constitue pas un terrain fertile.

Afin que les femmes osent

Pour nous inciter à continuer la lutte contre les inégalités avec colère, je me permets de citer Claudia von Werlhofⁱ. Il s'agit d'un extrait de son livre « Was haben die Hühner mit dem Dollar zu tun » (Quel est le rapport entre les poules et le dollar), publié en 1991 et toujours d'actualité : « Les femmes assument deux tiers du travail effectué dans le monde, perçoivent 10 % des revenus générés et possèdent 1 % des moyens de production. Autrement dit : les hommes assument seulement un tiers du travail dans le monde, perçoivent 90 % des revenus générés et possèdent 99 % des moyens de production. Pour établir ces chiffres, l'ONU a pris en compte le travail non rémunéré et l'a mis sur un même niveau avec le travail rémunéré. » Afin de lutter contre cette injustice, il faut entre autres réclamer et mettre en place les objectifs suivants :

- Le travail de ménage sur les fermes doit recevoir la même reconnaissance que la production agricole, il doit être pris en compte pour le calcul des UMOSⁱⁱ et indemnisé au moyen de paiements directs analogues au nombre d'heures de tracteur selon la FATⁱⁱⁱ.
- La vente de produits agricoles doit générer un revenu suffisant, c'est-à-dire que le prix au producteur doit couvrir les coûts de production.
- Les paysans et les paysannes se partagent le travail ménager et la garde des enfants^{iv}.
- Les paysannes sont élues à des postes à responsabilité
- Les paysans et les paysannes sont représentés à parts égales dans les commissions, les associations, etc.

Grâce à la mise en place de ces demandes, les paysannes seraient moins à la merci d'une société

capitaliste dominée par le pouvoir et les hommes. De concert avec nos collègues, nous pourrions exprimer nos revendications avec plus d'insistance, sans l'intermédiaire d'un délégué qui ne nous représente que partiellement.

Les problèmes mentionnés ne peuvent être résolus depuis nos bureaux. Mais si nous relevons ces défis ensemble, nous réussirons certainement. Les commissions d'Uniterre m'ont accueilli chaleureusement et grâce au soutien des membres actifs, j'ai gagné de l'espoir et du courage.

Ulrike Minkner

ⁱ Claudia von Werlhof, née en 1943, est une des cofondatrices de la recherche sur les femmes en Allemagne. De 1989 à 2011, elle était professeure titulaire à l'institut des sciences politiques de l'Université Innsbruck, occupant la chaire de recherche sur les femmes.

ⁱⁱ L'unité de main-d'œuvre standard (UMOS) sert à saisir les besoins en travail de toute exploitation à l'aide de facteurs standardisés. L'UMOS sert entre autres à calculer le montant des paiements directs.

ⁱⁱⁱ La station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles (FAT) définit la base de calcul pour l'indemnisation des prestations fournies.

^{iv} La faisabilité de cela implique que les hommes puissent trouver des emplois à temps partiel. L'Office fédéral de la statistique mentionne à ce sujet : « Actuellement, plus de la moitié des femmes qui exercent une activité professionnelle ont un emploi à temps partiel, contre seulement un homme sur sept. Le travail à temps partiel est ainsi une caractéristique de la vie professionnelle des femmes. Un poste à temps partiel est souvent synonyme de conditions d'emploi précaires, d'une couverture sociale insuffisante (caisse de pensions, p. ex.), d'obstacle à une formation continue et à la réalisation d'une véritable carrière. Cependant, le travail à temps partiel permet aussi d'assumer par ailleurs d'autres activités, comme de consacrer du temps aux enfants, de prêter assistance à des tiers ou de vaquer aux tâches domestiques. » Source : www.bfs.admin.ch